
[Territoire contesté : nouvelle vidéo sur l'opposition entre l'économie verte et les économies communautaires du sud du Brésil](#)

Dans l'État brésilien de Pará, une vaste étendue de la forêt Atlantique, qui couvrait toute la côte du pays il y a 500 ans et qui se trouve aujourd'hui en grave danger, survit encore. Des communautés traditionnelles Caiçaras, Quilombolas et Guaranis habitent cette région, et leur mode de vie est étroitement lié à la forêt Atlantique.

Il y a cinquante ans, des éleveurs ont commencé à s'installer dans la zone ; ils ont défriché la forêt et se sont approprié la terre pour élever des buffles.

Dans les années 1990, deux projets sont arrivés dans le cadre de la soi-disant « économie verte ». Premièrement, la fondation Boticário, dirigée par la plus grande société brésilienne de produits de beauté, le Groupe Boticário, a acheté une partie de la forêt pour y créer la « Réserve naturelle de Salto Morato », qui s'étend sur plus de 2 000 hectares.

Vint ensuite la Société de recherche sur la nature et d'éducation environnementale (SPVS), accompagnée de The Nature Conservancy, une grande ONG nord-américaine. La SPVS a acheté plus de 18 000 hectares de forêt et les a transformés en réserves naturelles afin d'y stocker du carbone. Elle a reçu 18 millions de dollars de trois grandes entreprises nord-américaines : Chevron, General Motors et American Electric Power. Les trois polluent l'environnement mais affirment qu'en stockant du carbone dans la forêt, elles compensent la pollution qu'elles causent.

Ces deux projets ont eu beaucoup d'impact sur la vie des communautés traditionnelles, dont la plupart n'ont pas de titre de propriété formel de la terre qu'elles occupent ou des forêts qu'elles utilisent. À présent, elles ne sont plus libres de travailler la terre comme elles le faisaient ; elles ne peuvent plus planter ni élever des animaux.

Il y a trente ou quarante ans, la population de Guaraqueçaba était le double ou plus de ce qu'elle est aujourd'hui, parce que tout le monde travaillait ; les familles étaient nombreuses mais elles pouvaient travailler et manger. À présent, tout est interdit et la plupart des gens sont allées à la ville, elles se sont parties très loin.

Voilà ce que les habitants des lieux ont raconté à l'équipe du WRM quand elle est allée visiter les communautés Caiçaras, Quilombolas et Guaranis pour qu'elles donnent leurs propres réponses aux questions : Que pensez-vous de ce type de projets de l'économie verte ? Que se passe-t-il quand les communautés s'organisent et reprennent le contrôle de leur terre, comme c'est arrivé dans le cas de la communauté de Rio Pequeno qui, avec l'aide du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST), a occupé une zone que son propriétaire éleveur prévoyait de vendre à la SPVS. Les familles se sont organisées, elles ont installé un campement et commencé à construire un nouvel avenir pour leurs enfants.

Leurs témoignages font partie d'un documentaire qui montre que des peuples comme les Caiçaras, les Quilombolas et les Guaranis ont été les véritables protecteurs des forêts : « Tout ce beau

paysage que vous voyez, ce ne sont pas les soi-disant écologistes qui l'ont conservé. Non, c'est nous qui en avons pris soin et qui l'avons conservé jusqu'à présent. Nous n'avons rien ravagé, nous n'avons jamais endommagé l'environnement. Au contraire, nous avons toujours vécu ici et tout ce qu'il y a de beau, c'est nous qui l'avons fait. Personne de l'extérieur ».

La vidéo « Territoire contesté. L'économie verte vs les économies communautaires. Une histoire sur les peuples de la Forêt Atlantique du sud du Brésil » est disponible, en français, sur http://wrm.org.uy/Videos/Territoire_Conteste_intro.html